

AFRIQUE

RWANDA

Les combats ont entraîné un nouvel exode massif

Les combats à Kigali et dans d'autres régions du Rwanda ont entraîné un nouvel exode massif dans le centre du pays, où les personnes déplacées se comptent maintenant par «centaines de milliers», dans la région de Gitarama, a indiqué vendredi 20 mai un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Les victimes des actes de barbarie perpétrés au Rwanda «ne se comptent plus», et les combats, qui ont repris avec intensité, ont entraîné de nouveaux massacres, a indiqué le CICR dans un communiqué. Forces gouvernementales et rebelles du Front patriotique du Rwanda (FPR) se sont livrés à des duels d'artillerie et de tirs de mortier vendredi à Kigali. «Est-ce la bataille finale pour le contrôle de Kigali? Je ne le sais pas, mais le FPR resserre son étau», a déclaré le général canadien Roméo Dallaire, le commandant des «casques bleus» restés dans la capitale, qui poursuit ses navettes entre les bellégérants.

Le ministre français délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, a visité jeudi et vendredi des camps de réfugiés à la frontière du Burundi et de la Tanzanie, où il a remis une aide humanitaire et annoncé l'envoi d'une assistance qui sera mise à la disposition des

organisations humanitaires. A Paris, la Fédération internationale des droits de l'homme a fait état, dans un communiqué publié vendredi, d'«informations concordantes» selon lesquelles les massacres risquent de s'étendre à l'est du Zaïre, dans le nord du Kivu, où vivent des populations tutsis et où des milices extrémistes hutus se seraient déplacées. La FIDH estime que l'ONU doit «créer de toute urgence» une «cour pénale internationale pour juger les auteurs de violations massives de droits de l'homme au Rwanda», afin d'envoyer «un message clair et catégorique» aux «principaux instigateurs et exécutants». A Genève, le haut-commissaire des Nations unies aux

droits de l'homme, José Ayala Lasso, a également conseillé la nomination d'enquêteurs et d'un rapporteur spécial chargés de faire la lumière sur les massacres. Cette proposition doit être examinée mardi et mercredi, à Genève, lors d'une session d'urgence de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Enfin, le CICR a préconisé vendredi l'envoi sans délai de milliers de «casques bleus», tandis que l'organisation Action internationale contre la faim (AICF) a déclaré, à Paris, que «le mandat strictement humanitaire des «casques bleus» n'est pas approprié» et que l'ONU «doit intervenir pour l'arrêt effectif des combats». — (AFP, Reuter.)